

CONFIDENTIEL

Copie verte

Voyage de M. le Secrétaire d'Etat E. Brunner
à Bonn

les 30 et 31 octobre 1984

Compte-rendu des entretiens

A l'invitation de son collègue allemand, M. le Secrétaire d'Etat Andreas Mayer-Landrut, M. le Secrétaire d'Etat E. Brunner (BRE) s'est rendu à Bonn les 30 et 31 octobre 1984. Les entretiens ont démontré une très large identité de vues sur les problèmes internationaux qui, bien qu'à des titres différents, affectent les deux pays.

1. Entretien avec le Ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher (G)

Les entretiens avec G ont porté notamment sur sa prochaine visite en Suisse à fixer pour le début de l'année 1985, sur la célébration du 10ème anniversaire de la signature de l'Acte final d'Helsinki, à propos de laquelle G partage l'opinion que cette réunion doit se tenir à un niveau politique, et que ce niveau dépendra de l'état de la situation Est-Ouest en été. G s'est également félicité de la signature par la Suisse de la Convention sur le droit de la mer au sujet de laquelle le Gouvernement allemand est tiraillé entre le Ministre lui-même favorable, et le Chancelier, mis sous pression américaine.

2. Entretien avec le Secrétaire d'Etat, M. Andreas Mayer-Landrut (ML)

- 2.1. Relations Est-Ouest

Les Allemands considèrent la visite de Gromyko à Washington comme un sondage qui devrait donner la possibilité aux Soviétiques de trouver une formule qui permettra sans perdre la face de reprendre les négociations avec les Etats-Unis. D'autre part, une telle formule les sortirait de l'isolement dont ils souffrent, compte tenu que les relations bilatérales entre les pays de l'Est et de l'Ouest n'ont jamais été aussi intenses. A ce propos, il faut préciser que, si l'URSS semble avoir donné le mot d'ordre de garder le contact avec l'Ouest, en tout cas avec les pays neutres, elle exerce une pression immédiate lorsque ce "réchauffement" lui paraît aller trop loin. La détérioration des relations interallemandes provoquée par la pression soviétique sur l'Allemagne de l'Est (annulation de la visite d'Honecker à Bonn) en est un exemple frappant.



- 2 -

BRE a exprimé son inquiétude face au conflit entre les deux super-puissances et a réaffirmé sa ferme conviction qu'il ne fallait pas seulement s'attaquer aux effets de ce conflit (course aux armements), mais également à ses causes.

2.2. CSCE

BRE a relevé que l'approche globale des problèmes dans le processus CSCE était le seul possible et que toutes les réunions et conférences (Venise, Budapest, Ottawa, Berne) devraient produire quelque chose de positif.

CDE: BRE a présenté la position suisse concernant les procédures de travail. Il faudrait d'abord se mettre d'accord sur la structure du Document final avant de former des groupes de travail. Ce document pourrait comporter trois parties, à savoir, une partie politique (non-use of force), une partie militaire (CBM/CSBM) et enfin une partie vérification (implementation). Cette dernière partie devrait garantir le caractère politiquement contraignant du Document qui sera le résultat de Stockholm (salon des ambassadeurs - "accountability"). BRE a également expliqué la position des quatre neutres quant au calendrier de la Conférence pour 1985. Afin que celle-ci jouisse d'une plus grande flexibilité, ce calendrier devrait être fixé seulement jusqu'à la moitié de l'an prochain. Ceci permettrait d'ajuster les sessions du 2ème semestre 1985 en fonction des besoins, au cas où la Conférence entrerait dans une phase plus active. La célébration du 10ème anniversaire de l'Acte final d'Helsinki à la mi-1985 pourrait jouer un certain rôle à cet égard.

Forum culturel de Budapest: BRE a présenté notre approche du Forum culturel de Budapest en insistant sur le fait que nous ne voulions pas une conférence de fonctionnaires, mais une rencontre de représentants de la culture de chaque pays. Les Allemands ont été positivement surpris par cette approche, car leurs préparatifs semblent aller dans le sens contraire.

Réunions d'Ottawa et de Berne: La réunion de Berne devrait se dérouler plus facilement car elle traitera de cas concrets, le principe même du respect des droits de l'homme étant débattu lors de la réunion d'Ottawa où les pays de l'Est se trouveront probablement dans une situation délicate.

2.3. Afghanistan

Les perspectives de solution au problème de la présence soviétique en Afghanistan ont été qualifiées de très sombres par les deux parties. Les entretiens qui se déroulent à Genève ne portent aucun fruit et la retenue des Etats-Unis à armer la résistance ne peuvent rendre la situation que plus pessimiste.

2.4. Chypre

BRE comme ML ont convenu qu'en cas d'échec des efforts du SG des NU les pays européens devraient faire un effort pour essayer de débloquent le problème.

2.5. Cambodge

L'Allemagne comme la Suisse se prononcent, lors des conférences internationales, en faveur de la validité des pouvoirs de la délégation du Kampuchea démocratique, étant donné que le régime Heng Samrin ne remplit pas les conditions prévues par le droit international public pour être reconnu

2.6. Moyen-Orient

Les deux conférences sur le Liban n'ont pas obtenu de résultat très positif, ni pour ce pays, ni pour le Moyen-Orient en général. Il s'agit d'une région du monde où il est important de ne pas perdre la face. A part Israël, qui semble lassé par la crise, il n'y a pas de contre-poids à l'influence des Syriens dans cette contrée. Au Liban même, le problème de la sécurité des représentations étrangères devient lancinant. Quant à l'Etat d'Israël, il se trouve confronté à deux problèmes insolubles, à savoir, la question de l'implantation coloniale et celle de ses relations avec l'OLP.

2.7. Afrique australe

Les réformes internes intervenues en Afrique du Sud ne constituent pas une amélioration de la situation d'apartheid. L'appel de ce pays à une aide internationale accrue en faveur du Mozambique ne doit pas mettre celui-ci dans une situation ambiguë. Si la Suisse envisage un accroissement de son aide au Mozambique, c'est uniquement dans l'esprit d'aider ce pays lui-même et non pas de faire des concessions à l'Afrique du Sud.

2.8. Révision du Pacte de Varsovie

Cette question a été évoquée par la partie allemande qui voit dans cette initiative une tentative soviétique en vue d'un "disciplinement" des pays de l'Est (prolongation du Pacte de 5 ans).

2.9. UNESCO

ML souligne que la position des Etats-Unis est malheureuse. Le problème se compliquera si la Grande-Bretagne et les Pays-Bas décident de quitter l'Organisation. BRE précise que la Suisse n'a jamais soutenu une "politique de la chaise vide", encore moins au moment où elle tente d'adhérer aux Nations Unies.

3. Entretien avec le Directeur politique, M. Franz Pfeffer (P)

P a exposé les perspectives de la coopération politique européenne (EPZ) en relevant que celle-ci pourrait permettre de prendre certaines initiatives dans des régions du monde où l'Europe peut jouer un rôle plus facilement que les Etats-Unis (exemples: Amériques latine et centrale). En ce qui concerne la coopération entre les Communautés européennes et le Conseil de l'Europe, BRE a réaffirmé l'intérêt de la Suisse à une meilleure collaboration et à la recherche de domaines d'intérêts communs où la coopération pourrait s'élargir, car il faut à tout prix éviter une nouvelle division de l'Europe.



R. Loretan

Distribution: Secrétariat CFA
Division politique I

Ambassade de Suisse, Bonn